

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS SUR LA QUALITE DE L'EMPLOI EN 2016

Des jeunes sans emploi et non scolarisés

Près d'un jeune sur quatre âgés de 15 à 24 ans (1 685 000 jeunes) au niveau national ne travaille pas, n'est pas à l'école et ne suit aucune formation⁽¹⁾. Cette proportion atteint 44% parmi les jeunes femmes (1 319 000 personnes), et 11,7% parmi les jeunes hommes (366 000 personnes). Parmi la population en âge de scolarisation dans l'enseignement secondaire qualifiant (15-17 ans), 14,2% (300 000 personnes) ne travaillent pas, ne sont pas à l'école et ne suivent aucune formation. Cette proportion est de 24,6% parmi les filles (243 000 personnes) et de 5,1% parmi les garçons (58 000 personnes). Parmi les 18-24 ans, cette proportion atteint 34,6% (1 385 000 personnes), 53,5% parmi les filles (1 077 000 personnes) et 15,5% parmi les garçons (308 000 personnes).

En dehors de cette catégorie de la population, cette note se propose de donner, pour la population active occupée âgée de 15 ans et plus, quelques aspects relatifs à la qualité de l'emploi.

Faible qualification de la main d'œuvre et faible qualité de l'emploi

Sur un effectif de 10 642 000 actifs occupés âgés de 15 ans et plus, 6 426 000 n'ont aucun diplôme (60,4%), 2 900 000 ont un diplôme de niveau moyen⁽²⁾ (27,2%) et 1 316 000 celui du niveau supérieur⁽³⁾ (12,4%). Parmi les actifs occupés n'ayant aucun diplôme, 3 337 000 travaillent dans le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" (soit 82,5% de l'emploi total de ce secteur), 676 000 dans les BTP (64,9%), 603 000 dans l'industrie (50,3%) et 1 802 000 dans les services (41,5%).

Au niveau national, 98,2% des salariés n'ont bénéficié d'aucune formation prise en charge par l'employeur au cours des 12 derniers mois (97,7% en milieu urbain).

Mode précaire d'insertion dans le marché du travail

Parmi 10 642 000 actifs occupés, 2 178 000, ou 20,5%, exercent un emploi non rémunéré (dont 1 987 000, ou 91,2%, en milieu rural), et 958 000, ou 9%, un travail à titre d'occasionnel ou de saisonnier.

Près de 5% des actifs occupés travaillent le jour et la nuit, 3% alternent le jour et la nuit et 1% travaillent uniquement la nuit⁽⁴⁾.

Quatre actifs occupés sur dix (4 325 000 personnes) travaillent plus de 48 heures par semaine au niveau national, 47% parmi les citadins (2 549 000 personnes) et 34,1% parmi les ruraux (1 776 000 personnes), un actif occupé sur deux parmi les hommes (3 935 000 personnes) et 14,2% parmi les femmes (391 000 personnes).

Un monde du travail peu organisé et faiblement protégé⁽⁵⁾

Près des deux-tiers des salariés (3.093.000 personnes) ne disposent pas de contrat qui formalise leur relation avec leur employeur, dont 716 000 dans le secteur des BTP (89,7% de l'emploi total dans ce secteur). 96,6% des actifs occupés (10 282 000 personnes) ne sont pas affiliés à une organisation syndicale ou professionnelle, 94% en milieu urbain et 99% en milieu rural. Parmi les salariés, cette proportion atteint 94% au niveau national (4 672 000 personnes), 92,4% en milieu urbain (3.295.000 personnes), et 98,3% en milieu rural (1 377 000 personnes). Dans le même chapitre, 8 344 000 actifs occupés (78,4%) ne bénéficient pas d'une couverture médicale au niveau national, 3 507 000 dans les villes (64,6%) et 4 838 000 dans la campagne (92,8%). Cette proportion s'établit parmi les salariés à 58,8% au niveau national (2 922 000 personnes), à 50,3% en milieu urbain (1 794 000 personnes), et à 80,5% en milieu rural (1 128 000 personnes).

Perception des actifs occupés sur l'emploi

Près d'un actif occupé sur cinq (2 278 000 personnes) n'est pas satisfait de son emploi et exprime le désir d'en changer. Ils sont 35,1% parmi les actifs occupés qui travaillent dans le secteur des BTP (366 000 personnes). 71% d'entre eux évoquent le niveau de rémunération, 9,4% des conditions de travail plus favorables, 9,1% l'instabilité de l'emploi, et 5,1% l'inadéquation de l'emploi à la formation reçue.

3,5% des actifs occupés (373 000 personnes) n'arrivent pas, malgré tous les efforts déployés, à concilier aisément entre leur vie privée et leur vie professionnelle, 16,1% (1 713 000 personnes) y arrivent avec beaucoup de difficultés et 30,2% (3 214 000 personnes) y parviennent avec difficultés.

(1) Cet indicateur a été introduit depuis 2010 par la Commission Européenne pour identifier les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation. Il concerne une catégorie, plus large que les jeunes au chômage, qui recouvre des situations très diverses dont certaines cumulent les facteurs de vulnérabilité : jeunes qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler, jeunes au foyer familial, jeunes volontaires, jeunes en situation de handicap, jeunes en recherche d'orientation, autres jeunes inactifs.

(2) Les diplômes de niveau moyen regroupent les certificats de l'enseignement primaire, ceux du secondaire collégial et les diplômes de qualification ou de spécialisation professionnelle.

(3) Les diplômes de niveau supérieur regroupent les baccalauréats, les diplômes de techniciens ou de techniciens spécialisés et les diplômes d'enseignement supérieur (facultés, grandes écoles et instituts).

(4) Selon le code de travail :
- Dans les activités non agricoles, est considéré comme travail de nuit tout travail exécuté entre 21 heures et 6 heures.

- Dans les activités agricoles, est considéré comme travail de nuit tout travail exécuté entre 20 heures et 5 heures.

(5) En raison de légères divergences relevées entre les statistiques de routines produites par les organismes en charge (CNSS, CIMR, CMR, etc.) et celles collectées dans le cadre de l'enquête nationale sur l'emploi, les informations relatives à la couverture sociale des travailleurs ne sont pas publiées dans cette note.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Les comptes nationaux trimestriels troisième trimestre 2016.....	3
Principaux enseignements sur la qualité de l'emploi en 2016.....	4

Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

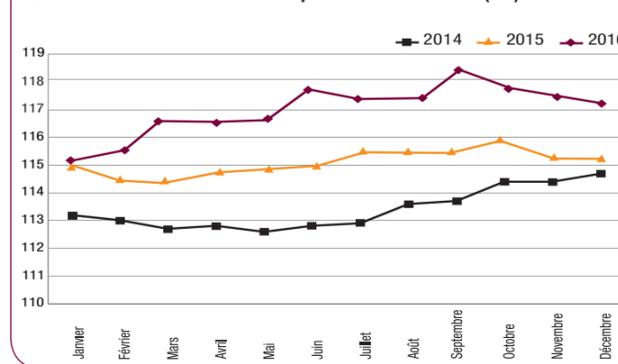
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2016, une baisse de 0,1% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,2% de l'indice des produits alimentaires et de la hausse de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,8% au cours du mois de décembre 2016. Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de l'année 2016, par rapport à celui de l'année 2015, s'établit à +1,6%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYEN ANNUELS		
	Nov. 2016	Dec. 2016	VAR.%	2015	2016	VAR. %
Produits alimentaires	127,0	126,7	-0,2	123,2	126,5	2,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	127,2	126,9	-0,2	123,3	126,8	2,8
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	120,9	122,7	1,5
Produits non alimentaires	110,9	111,0	0,1	109,5	110,3	0,7
Articles d'habillement et chaussures	114,5	114,9	0,3	112,9	114,1	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	114,2	114,2	0,0	112,8	113,9	1,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,4	109,4	0,0	108,6	109,2	0,6
Santé	104,6	104,6	0,0	104,2	104,5	0,3
Transport	109,9	109,9	0,0	109,0	108,9	-0,1
Communication	59,4	59,4	0,0	59,6	59,5	-0,2
Loisirs et culture	98,7	98,7	0,0	96,7	98,2	1,6
Enseignement	145,5	145,5	0,0	139,5	142,7	2,3
Restaurants et hôtels	126,8	127,1	0,2	122,5	125,6	2,5
Biens et services divers	114,5	114,5	0,0	114,1	114,3	0,2
Indice général	117,6	117,5	-0,1	115,2	117,1	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYEN ANNUELS		
	Nov. 2016	Dec. 2016	VAR.%	2015	2016	VAR. %
Agadir	116,4	115,4	-0,9	113,2	115,4	1,9
Casablanca	120,2	120,2	0,0	117,8	119,5	1,4
Fès	117,8	117,8	0,0	115,3	117,1	1,6
Kénitra	116,2	116,5	0,3	114,6	116,0	1,2
Marrakech	117,8	117,9	0,1	115,0	117,0	1,7
Oujda	115,4	115,4	0,0	114,2	115,3	1,0
Rabat	115,7	115,5	-0,2	113,0	115,1	1,9
Tétouan	116,8	116,4	-0,3	114,4	116,3	1,7
Meknès	119,8	119,9	0,1	117,9	120,1	1,9
Tanger	119,2	119,3	0,1	117,0	119,1	1,8
Laâyoune	116,8	116,9	0,1	115,1	116,5	1,2
Dakhla	117,8	118,1	0,3	115,2	117,4	1,9
Guelmim	116,6	116,1	-0,4	114,5	116,0	1,3
Settat	117,7	116,7	-0,8	113,7	116,1	2,1
Safi	112,3	113,2	0,8	110,5	111,6	1,0
Beni-Mellal	116,2	116,6	0,3	113,3	115,6	2,0
Al-Hoceima	117,6	117,3	-0,3	115,3	117,9	2,3
Ensemble	117,6	117,5	-0,1	115,2	117,1	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de décembre de l'année 2016, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, des baisses les plus importantes à Agadir avec 0,9%, à Settat avec 0,8% et à Guelmim avec 0,4%. En revanche, les hausses les plus importantes ont été enregistrées à Safi avec 0,8% et à Kénitra, Dakhla et Beni-Mellal avec 0,3%. Les hausses les plus importantes de l'IPC annuel ont été enregistrées à Al-Hoceima avec 2,3%, à Settat avec 2,1%, à Beni-Mellal avec 2,0%, à Agadir, Dakhla, Meknès et Rabat avec 1,9% et à Tanger avec 1,8% ; et les moins importantes à Oujda et Safi avec 1,0%, à Laâyoune et Kénitra avec 1,2%, à Guelmim avec 1,3% et à Casablanca avec 1,4%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	DECEMBRE/DECEMBRE (1)	ANNUELLES (2)
2014	1,6	0,4
2015	0,6	1,6
2016	1,8	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Campagne agricole		
	2014/2015	2015/2016	Var. %
Agriculture			
surface des quatre principales céréales (en 1000 H)			
Blé dur	999	838	-16,1
Blé tendre	2 275	1 576	-30,7
Orge	2 000	1 208	-39,6
Mais	125

Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses (ONICL).

	Situation de janvier à novembre		
	2015	2016*	Var. %
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	27 370	28 120	2,7
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	12 979	13 037	0,4

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2015*	2016*	Var. %
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	298 275	306 095	2,6
Biens	166 772	167 966	0,7
Services	131 503	138 129	5,0
dont : voyages	57 149	59 405	3,9
Importations	367 629	400 787	9,0
Biens	297 890	325 080	9,1
Services	69 739	75 707	8,6
Solde commercial	-69 354	-94 692	
Taux de couverture (en %)	81,1	76,4	
Recettes M.R.E.	55 195	57 543	4,3

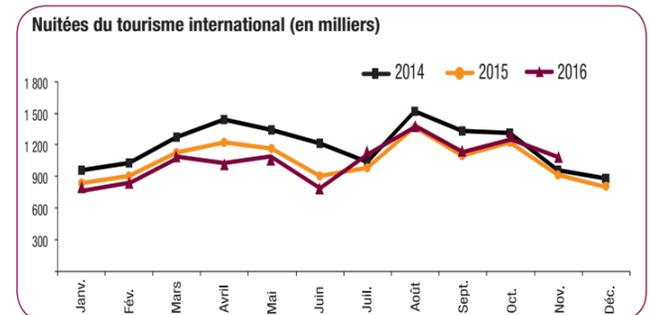
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à novembre		
	2015	2016	Var. %
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	17 195	17 764	3,3
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	11 726	11 725	-

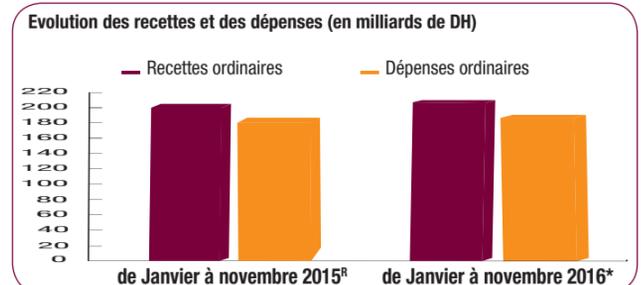
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2015 ^a	2016*	Var. %
Recettes ordinaires	203 398	214 863	5,6
Dépenses ordinaires	180 108	184 809	2,6
Dettes publiques	26 168	26 233	0,2
Investissement	47 297	54 550	15,3
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-15 135	-13 700	
Déficit / Excédent global	-39 142	-38 196	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

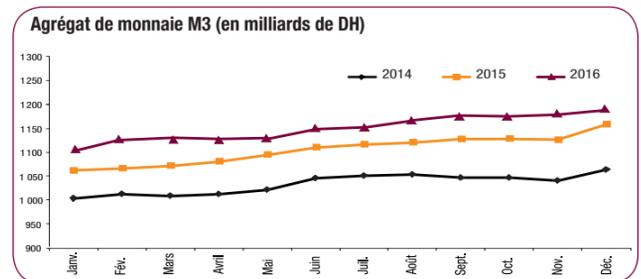


Monnaie

(En millions de dirhams)	Année		
	2015 ^a	2016*	Var. %
Agrégat de monnaie M3	1 148 039	1 205 770	5,0
Agrégats de placements liquides	545 179	586 793	7,6
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 148 039	1 205 770	5,0
Créances sur l'économie	904 174	962 050	6,4
Créances nettes sur l'administration centrale	147 974	145 123	-1,9
Réserves Internationales Nettes	224 607	251 868	12,1
Ressources à caractère non monétaire	169 200	190 557	12,6
Autres contreparties de M3	40 483	37 285	-7,9

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de décembre		
	2015 ^a	2016*	Var. %
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	20 286 64	22 115 53	9,0
Capitalisation boursière (en millions de DH)	453 316	583 380	28,7
Indice MASI	8 925 71	11 644 22	30,5
Indice MADEX	7 255 21	9 547 25	31,6
O.P.C.V.M.	30 Dec. 2016	27 Janv. 2017	Var. %
Nombre	425	425	-
Actifs nets (en millions de DH)	375 609	375 290	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Troisième trimestre 2016

L'arrêté des comptes nationaux du troisième trimestre 2016 fait ressortir un net ralentissement de croissance de l'économie nationale, se situant à 0,8% au lieu de 4,1% durant la même période de l'année 2015. Cette évolution est le résultat d'une forte baisse de l'activité agricole et d'un accroissement modéré des activités non agricoles. La croissance économique a été tirée par la demande intérieure, notamment la consommation finale des ménages et l'investissement dans le contexte de la maîtrise de l'inflation et de l'augmentation des besoins de financement de l'économie nationale.

Après sa forte croissance de 13,5% durant le troisième trimestre de l'année 2015, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a baissé de 10,9% durant la même période en 2016. Cette évolution s'explique par la baisse aussi bien de l'activité de l'agriculture de 11,7% au lieu d'une hausse de 13,3% une année auparavant que de celle de la pêche de 1,6% au lieu d'une hausse de 15,9%. La valeur ajoutée du secteur secondaire, de son côté, a connu un ralentissement de son rythme de croissance passant de 1,8% le même trimestre de l'année précédente à 0,9%. Ceci résulte du faible accroissement des valeurs ajoutées :

- de l'électricité et eau de 3,9% au lieu d'une hausse de 4,6% ;
- des industries de transformation de 0,8% au lieu de 2,8% ;
- du bâtiment et travaux publics de 0,7% au lieu de 0,1% ;
- de la baisse de la valeur ajoutée de l'industrie d'extraction de 1,4% au lieu d'une baisse de 3%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, en revanche, a affiché une augmentation de 2,5% au lieu de 1,2% le même trimestre de l'année 2015, avec l'accroissement des valeurs ajoutées des activités :

- des hôtels et restaurants de 7,7% au lieu d'une baisse de 1,6% ;
- de transport de 3,5% au lieu de 2,9% ;
- des postes et télécommunications de 3,5% au lieu de 4% ;
- des services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,5% au lieu de 3,6% ;
- des services rendus par l'Administration Publique générale et sécurité sociale de 2,2% au lieu de 0,5% ;
- du commerce de 1,9% au lieu de 1,2% ;
- des services financiers et assurances de 1,9% au lieu d'une baisse de 3,6% ;
- des services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 1,7% au lieu de 0,6%.

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 2,8% au lieu de 6%, une année auparavant. La hausse du niveau général des prix a été, ainsi, de 2% au lieu de 1,9%. La demande intérieure a progressé de 4,2% au troisième trimestre 2016 au lieu de 0,1% la même période de l'année 2015, sa contribution à la croissance est passée de 0,1 point à 4,5 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,9% au lieu de 2,5%, contribuant pour 1,7 point à la croissance au lieu de 1,5 point. La consommation finale des Administrations Publiques, de son côté, a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance passant de 1,5% à 1,1%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,3 point. La formation brute de capital fixe (FBCF) s'est accrue de 5,7% au lieu de 2,4% la même période de l'année passée, avec une contribution à la croissance de 1,6 point au lieu de 0,7 point. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 3,7% durant le troisième trimestre 2016 au lieu de 5,4% une année passée, alors que les importations ont connu un net accroissement de 11,9% au lieu d'une baisse de 4,6%. Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, ainsi, une contribution négative à la croissance, se situant à 3,7 points au lieu d'une contribution positive de 4 points le même trimestre de l'année précédente.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 2007

en millions de dhs	3 ^{ème} trim. 2015	3 ^{ème} trim. 2016	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	131 984	135 812	2,9
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	40 443	40 888	1,1
Dépenses de consommation finale des ISBL	1 218	1 304	7,1
Formation brute de capital	62 760	66 325	5,7
Exportations de biens et services	72 377	75 022	3,7
Importations de biens et services	88 551	99 107	11,9

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaîné base 2007 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trimestre 2015	3 ^{ème} trimestre 2016	Glissement annuel en %
Secteur agricole	31 112	27 465	-11,7
Secteur non agricole	165 741	168 915	1,9
Pêche	2 547	2 506	-1,6
Industrie d'extraction	3 021	2 978	-1,4
Industries de transformation	31 416	31 682	0,8
Electricité et eau	4 603	4 782	3,9
Bâtiment et travaux publics	11 716	11 800	0,7
Commerce	17 846	18 193	1,9
Hôtels et restaurants	4 248	4 575	7,7
Transports	8 367	8 658	3,5
Postes et télécommunications	11 805	12 219	3,5
Activités financières et assurances	10 970	11 182	1,9
Services rendus aux entreprises et services personnels	26 026	26 677	2,5
Administration publique générale et sécurité sociale	18 634	19 052	2,2
Education, santé et action sociale	17 902	18 215	1,7
Impôts sur les produits nets des subventions	32 404	34 447	6,3
Produit intérieur brut en volume	226 609	228 468	0,8
PIB hors agriculture	195 418	200 317	2,5
Produit intérieur brut en valeur	243 917	250 809	2,8

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

